

11. Interacties tussen de verschillende factoren

Het milieueffectenrapport legt niet de nadruk op bijzondere interacties tussen de effecten die in deze milieuverklaring vernoemd worden.

IV. Andere overwogen redelijke oplossingen

Meerdere andere oplossingen werden overwogen, maar niet weerhouden.

Er was eerst het ontwerp aangenomen op 16 juni 2016. Dit werd niet weerhouden door zijn grote impact op het natuurlijke milieu, met name ter hoogte van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5. De motieven hiervoor werden hierboven toegelicht.

Vervolgens werd een keuze gemaakt op grond van de raadplegingen en de diverse alternatieven voorgesteld in het milieueffectenrapport. Niet alle voorstellen werden weerhouden want het was nodig een goede balans te behouden tussen de economische ontwikkeling, het behoud van de natuur en de bescherming van de landbouwfunctie zoals uitvoerig toegelicht hierboven en in het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het plan.

Een ander alternatief was om geen bijkomend voorschrift toe te voegen over de reactivering van de oude spoorlijn noch over de kenmerken van de afzonderingsvoorzieningen. Het nut van deze bijkomende voorschriften werd hierboven echter uitvoerig toegelicht net als in het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het plan.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203863]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance et à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17, D.195, § 1^{er}, D.196 et D.197;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole;

Vu le rapport du 10 avril 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2024;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 18 avril 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2024;

Vu l'avis 76.202/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'octroi d'aide encourageant le démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne publié au Journal officiel de l'Union européenne le 21 décembre 2022, en particulier en application du chapitre 1^{er} et de l'article 19.

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

- 1° administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 2° agriculteur actif : l'agriculteur actif au sens du Chapitre 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité;
- 3° entreprise en difficulté : l'entreprise en difficulté au sens de l'article 2, 59° du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022;
- 4° groupement de producteurs : le groupement de producteurs au sens de l'article 2, 46° du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022;
- 5° règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022 : le règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — Reconnaissance des groupements de producteurs

Art. 2. Le Ministre reconnaît le groupement de producteurs qui :

- 1° en fait la demande conformément à l'article 3;
- 2° est actif dans l'un des secteurs visés à l'article 1^{er}, § 2, du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, CE n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil à l'exception du secteur du tabac;
- 3° comporte une majorité de ses producteurs et sa production commercialisée dans sa zone d'activité;
- 4° est composé de minimum cinq agriculteurs actifs dans le secteur visé;
- 5° est une micro, petite ou moyenne entreprise telle que visée à l'article 1^{er}, 1°, a), du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022;
- 6° possède une comptabilité ou s'engage à en posséder une dès l'année de reconnaissance du groupement de producteurs.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de reconnaissance est adressée à l'administration au plus tard le 31 août de l'année en cours. Elle mentionne le numéro d'entreprise du groupement de producteurs et est accompagnée :

- 1° de la liste actualisée des membres du groupement;
- 2° des statuts du groupement précisant :
 - a) les buts principaux du groupement de producteurs;
 - b) la nature et les formes d'actions et de contrôle mises en œuvre par le groupement de producteurs au profit de ses membres;
 - c) la répartition du capital, lorsqu'il existe, et des droits de vote entre les différents membres du groupement ou de l'organisation de producteurs;
- 3° du règlement d'ordre intérieur;
- 4° d'un plan d'entreprise qui comprend au minimum :
 - a) une présentation du contenu de l'idée de l'entreprise;
 - b) un plan financier de l'estimation des coûts pour l'élaboration de l'idée de l'entreprise, avec une estimation minimale des coûts, justifiée par objectif envisagé;
 - c) des prévisions relatives à la croissance attendue, exprimées en termes de membres et de chiffre d'affaires du groupement de producteurs;

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, a), la présentation détaille les objectifs envisagés et le calendrier prévisionnel par objectif pour les cinq années suivantes.

Le groupement de producteurs informe l'administration de toute modification des éléments visés à l'alinéa 1^{er} dans les deux mois de leur entrée en vigueur.

§ 2. L'administration notifie au groupement de producteurs la recevabilité de la demande de reconnaissance visée au paragraphe 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la demande de reconnaissance est recevable lorsqu'elle contient tous les éléments prévus au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre octroie la reconnaissance en tant que groupement de producteurs après vérification des conditions prévues à l'article 2.

L'arrêté de reconnaissance du groupement de producteurs est publié au *Moniteur belge* et produit ses effets au 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de la demande de reconnaissance.

§ 2. Si le Ministre estime qu'il existe des motifs pour ne pas octroyer la reconnaissance, il communique ces motifs au groupement de producteurs concerné.

Sous peine d'un refus de reconnaissance, le groupement de producteurs transmet ses observations dans les trente jours suivant la notification de la décision prévue à l'alinéa 1^{er}.

Après examen des observations déposées dans le délai, le Ministre communique sa décision au groupement de producteurs.

Art. 5. Le Ministre peut retirer la reconnaissance du groupement de producteurs lorsque :

- 1° les conditions visées à l'article 2 ne sont plus respectées;
- 2° le groupement de producteurs refuse de fournir à l'administration les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;
- 3° les contrôles des conditions visées à l'article 2 sont freinés ou empêchés par le groupement de producteurs.

CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction de la demande d'aide et octroi de l'aide au démarrage*

Art. 6. Le groupement de producteurs reconnu en vertu du chapitre 2 introduit une demande d'aide au démarrage auprès de l'administration au plus tard le 31 janvier de l'année de sa reconnaissance.

La demande d'aide est signée par un mandataire ou par la personne qui a le pouvoir de représentation du groupement de producteurs et comprend au minimum :

- 1° le nom du groupement de producteurs;
- 2° la localisation présumée du projet ou de l'activité envisagée par le groupement de producteurs;
- 3° le type et le montant du financement public nécessaires au projet définis dans le plan d'entreprise.

Le groupement de producteurs informe l'administration de toute modification des éléments visés à l'alinéa 2 dans les deux mois de leur entrée en vigueur.

Art. 7. L'aide au démarrage pour les groupements de producteurs reconnus en vertu du chapitre 2 dans le secteur agricole est octroyée dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Pour bénéficier de l'aide visée à l'alinéa 1^{er}, le groupement de producteurs reconnu en vertu du chapitre 2 :

- 1° poursuit un des objectifs énumérés à l'article 2, 46° du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022;
- 2° s'engage à introduire, avant la fin de la période de cinq ans couverte par le plan d'entreprise, une demande de reconnaissance conformément aux arrêtés suivants :

a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles.

Art. 8. § 1^{er}. Conformément l'article 19, § 6, du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022, l'aide est octroyée sous la forme d'un montant forfaitaire versé annuellement pendant cinq années consécutives à partir de la date de reconnaissance du groupement de producteurs établie conformément au chapitre 2.

Le montant forfaitaire prévu à l'alinéa 1^{er} est de 30.000 €. Il est augmenté en fonction du nombre d'agriculteurs admissibles qui sont membres du groupement de producteurs, comme suit :

- 1° du sixième au dix-neuvième membre : 2.000 € par membre;
- 2° du vingtième et au-delà : 1.000 € par membre.

Pour être considéré comme admissible au titre de l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur :

- 1° est membre du groupement de producteurs en date du 31 décembre de l'année de la déclaration de créance prévue à l'article 9;
- 2° ne fait pas partie d'un autre groupement de producteurs actif dans le même secteur d'activité;
- 3° répond à la définition d'agriculteur actif dans le secteur visé.

§ 2. Le montant forfaitaire visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, s'appuie sur la déclaration de créance fournie conformément à l'article 9. Toutefois, il est limité à dix pourcent de la production commercialisée annuelle du groupement de producteurs.

En outre, le montant annuel maximum de l'aide alloué à un groupement de producteurs ne dépasse pas 100.000 euros conformément à l'article 19, § 8, du règlement (UE) n° 2022/2472.

Le taux de l'aide est dégressif sur cinq ans et est fixé à :

- 1° cent pourcent des coûts admissibles les deux premières années;
- 2° quatre-vingts pourcent des coûts admissibles la troisième année;
- 3° soixante pourcent des coûts admissibles la quatrième année;
- 4° quarante pourcent des coûts admissibles la cinquième année.

§ 3. L'aide prévue au paragraphe 1^{er} couvre les coûts admissibles prévus à l'article 19, § 5, du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022.

CHAPITRE IV. — *Déclaration de créance et liquidation de l'aide*

Art. 9. Au plus tard le 30 septembre de l'année suivant celle où les frais ont été encourus, le groupement de producteurs reconnu en vertu du chapitre 2, transmet sa déclaration de créance.

La déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} porte sur les coûts admissibles visés à l'article 8, § 3, et qui sont encourus au cours de l'année civile écoulée.

En outre, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} est accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- 1° la demande de paiement de l'année concernée;
- 2° la liste des membres au 31 décembre de l'année concernée;
- 3° le bilan comptable de l'année concernée;
- 4° le rapport d'activité de l'année écoulée.

Le bilan comptable tel que visé à l'alinéa 3, 3^o, permet à l'administration de consulter les postes comptables afférents aux coûts admissibles prévus à l'article 8, § 3.

Seuls les documents transmis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} sont pris en compte pour le calcul de l'aide. Si le groupement ne les transmet pas dans ce même délai, l'administration lui notifie une décision de refus de paiement pour l'année considérée.

Art. 10. § 1^{er}. L'aide est payée annuellement pour l'ensemble des groupements de producteurs reconnus après contrôle des conditions d'octroi.

L'administration notifie au groupement de producteurs le montant de l'aide qui est versée.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

§ 2. Conformément à l'article 19, § 6, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2022/2472 du 14 décembre 2022, le versement de la dernière tranche est effectué uniquement après la vérification de la bonne mise en œuvre du plan d'entreprise par l'administration.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 5, lorsqu'au cours d'une année d'application de l'aide, le groupement de producteurs ne respecte plus les conditions de reconnaissance prévues à l'article 2 ou les conditions énoncées aux articles 6 et 7, l'aide n'est pas payée pour l'année concernée.

Si l'administration prend connaissance d'un non-respect des conditions énumérées à l'alinéa 1^{er} après le paiement, le montant payé pour l'année concernée est récupéré.

§ 2. Si le groupement n'atteint pas les conditions lui permettant d'être reconnu en tant qu'organisation de producteurs, ou s'il n'introduit pas de demande de reconnaissance en tant qu'organisation de producteurs au terme de la période de cinq ans à partir de la décision d'octroi de l'aide au démarrage, vingt-cinq pourcent du montant total de l'aide sont récupérés par l'administration.

La preuve de la demande de reconnaissance en tant qu'organisation de producteurs est annexée au plus tard à la dernière déclaration de créance prévue à l'article 9 de l'année concernée.

Le groupement de producteur qui introduit sa demande de reconnaissance en tant qu'organisation de producteurs et qui est reconnue comme telle avant le terme de la période de cinq ans visée à l'alinéa 1^{er}, continue à percevoir l'aide annuellement pendant tout le reste de la période de cinq ans.

CHAPITRE V. — *Incompatibilité de l'aide*

Art. 12. L'aide est incompatible avec une aide publique octroyée en faveur de l'établissement du groupement de producteurs.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole est abrogé.

Toutefois, il reste d'application pour les groupements et organisations de producteurs reconnus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203863]

6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anerkennung und die Gewährung der Startbeihilfe für die Erzeugergruppierungen und -organisationen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung erlässt,

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 der Kommission vom 14. Dezember 2022 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Gestützt auf das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17, D.195 Paragraph 1, Absatz 1, D.196 und D.197;

Gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 über die Gewährung der Startbeihilfe für Erzeugergruppierungen und -organisationen im Agrarsektor.

Gestützt auf den Bericht vom 10. April 2024, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2, des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Gestützt auf die am 18. März 2024 abgegebene Stellungnahme des Finanzinspektors;

Gestützt auf die am 18. April 2024 erfolgte Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalen Behörde;

Gestützt auf die Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 19. April 2024 erteilt wurde;

Gestützt auf die Stellungnahme 76.202/4 des Staatsrats vom 21. Mai 2024 gemäß Artikel 84, Paragraph ¹, Absatz 1, Ziffer 2, der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

In der Erwägung, dass die Gewährung der Startbeihilfe für die Erzeugergruppierungen oder -organisationen im Agrarsektor eine staatliche Beihilfe aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 der Kommission vom 14. Dezember 2022 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union, veröffentlicht im Amtsblatt der Europäischen Union am 21. Dezember 2022, freigestellt ist, insbesondere in Anwendung von Kapitel ¹ und Artikel 19, darstellt.

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3, Ziffer 3, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° aktiver Landwirt: der aktive Landwirt im Sinne von Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

3° Unternehmen in Schwierigkeiten: Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2, Ziffer 59, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022;

4° Erzeugergruppierung: die Erzeugergruppierung im Sinne von Artikel 2, Ziffer 46, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022;

5° Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022: die Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 der Kommission vom 14. Dezember 2022 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

KAPITEL II — *Anerkennung von Erzeugergruppierungen*

Art. 2 - Der Minister erkennt die Erzeugergruppierung an, die:

1° einen Antrag gemäß Artikel 3 stellt;

2° in einem der Sektoren gemäß Artikel ¹, Ziffer 2, der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rats vom 2013 vom 17. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, mit Ausnahme des Tabaksektors, tätig ist;

3° mehrheitlich Erzeuger umfasst und ihre vermarktete Produktion in ihrem Tätigkeitsbereich hat;

4° und aus mindestens fünf aktiven Landwirten in diesem Sektor besteht, die in dem betreffenden Sektor tätig sind;

5° ein Kleinstunternehmen, kleines und mittleres Unternehmen gemäß Artikel ¹, Ziffer 1, Buchstabe *a*), der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022 ist;

6° ab dem Jahr der Anerkennung der Erzeugergruppierung über eine Buchhaltung verfügt oder sich verpflichtet, eine solche zu führen.

Art. 3 - Paragraph ¹. Der Antrag auf Anerkennung ist bis zum 31. August des laufenden Jahres an die Verwaltung zu richten. Er enthält die Unternehmensnummer der Erzeugergruppierung; dem Antrag ist Folgendes beizufügen:

1° die aktualisierte Liste der Mitglieder der Gruppierung;

2° die Satzung der Gruppierung, in der Folgendes festgelegt ist:

a) der Hauptzweck der Erzeugergruppierung;

b) die Art und die Formen der Maßnahmen und Kontrollen, die die Erzeugergruppierung im Namen ihrer Mitglieder durchführt;

c) die Aufteilung des Kapitals, sofern vorhanden, und die Stimmrechtsanteile zwischen den verschiedenen Mitgliedern der

Erzeugergruppierung oder -organisation;

3° die interne Geschäftsordnung;

4° ein Geschäftsplan, der mindestens Folgendes umfasst:

a) eine Präsentation des Inhalts des Unternehmenskonzepts;

b) ein Finanzplan, in dem die Kosten für die Umsetzung des Unternehmenskonzepts veranschlagt sind, mit einer Schätzung der Mindestkosten;

c) Prognosen zum erwarteten Wachstum, ausgedrückt in Mitgliederzahl und Umsatz der Erzeugergruppierung;

Für die Anwendung von Absatz ¹, Ziffer 4, Buchstabe *a*), werden in der Präsentation die angestrebten Ziele und der voraussichtliche Zeitplan pro Ziel für die folgenden fünf Jahre im Einzelnen dargelegt.

Die Erzeugergruppierung teilt der Verwaltung jede Änderung der in Absatz ¹ genannten Elemente innerhalb von zwei Monaten nach deren Inkrafttreten mit.

Paragraph 2. Die Verwaltung teilt der Erzeugergruppierung die Zulässigkeit des Antrags auf Anerkennung gemäß Absatz ¹ mit.

Für die Anwendung von Absatz ¹ ist der Antrag auf Anerkennung zulässig, wenn dieser die in Paragraph ¹, Absatz ¹ genannten Elemente enthält.

Art. 4 - Paragraph ¹. Der Minister erteilt die Anerkennung als Erzeugergruppierung nach der Überprüfung der in Artikel 2 genannten Bedingungen.

Der Beschluss über die Anerkennung als Erzeugergruppierung wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht und tritt am 1. Januar des auf den Antrag folgenden Jahres in Kraft.

Paragraph 2. Wenn der Minister der Ansicht ist, dass Gründe gegen die Anerkennung sprechen, teilt er diese Gründe der betreffenden Erzeugergruppierung mit.

Die Erzeugergruppierung hat ihre Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen nach Bekanntgabe der in Absatz ¹ vorgesehenen Entscheidung zu übermitteln, andernfalls droht die Ablehnung der Anerkennung.

Nach Prüfung der fristgerecht eingereichten Stellungnahmen teilt der Minister der Erzeugergruppierung seine Entscheidung mit.

Art. 5 - Der Minister kann die Anerkennung der Erzeugergruppierung widerrufen, wenn:

1° die in Artikel 2 genannten Bedingungen nicht mehr eingehalten werden;

2° die Erzeugergruppierung sich weigert, der Verwaltung fristgerecht die erforderlichen Informationen oder Unterlagen zur Verfügung zu stellen;

3° die Kontrollen der Bedingungen gemäß Artikel 2 von der Erzeugergruppierung erschwert oder behindert werden.

KAPITEL III — Modalitäten für die Einreichung des Beihilfeantrags und die Gewährung der Startbeihilfe

Art. 6 - Die gemäß Kapitel 2 anerkannte Erzeugergruppierung stellt spätestens am 31. Januar des Jahres ihrer Anerkennung einen Antrag auf Startbeihilfe bei der Verwaltung.

Der Beihilfeantrag ist von einem Bevollmächtigten oder der Person zu unterzeichnen, die befugt ist, die Erzeugergruppierung zu vertreten, und enthält mindestens Folgendes:

1° der Name der Erzeugergruppierung;

2° der voraussichtliche Standort des von der Erzeugergruppierung geplanten Vorhabens oder der geplanten Tätigkeit;

3° die Art und Höhe der öffentlichen Finanzierung, die für das im Geschäftsplan festgelegte Vorhaben erforderlich ist.

Die Erzeugergruppierung teilt der Verwaltung jede Änderung der in Absatz 2 genannten Elemente innerhalb von zwei Monaten nach deren Inkrafttreten mit.

Art. 7 - Die Startbeihilfe für die gemäß Kapitel 2 anerkannten Erzeugergruppierungen im Agrarsektor werden im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Für die Inanspruchnahme der in Absatz ¹ genannten Beihilfe muss die gemäß Kapitel 2 anerkannte Erzeugergruppierung:

1° eines der in Artikel 2, Ziffer 46, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022 aufgeführten Zwecke verfolgen;

2° vor Ablauf des im Geschäftsplan vorgesehenen Fünfjahreszeitraums einen Antrag auf Anerkennung gemäß den folgenden Erlassen einreichen:

a) Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme;

b) Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

c) Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände.

Art. 8 - Paragraph 1. Gemäß Artikel 19, Ziffer 6, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022 ist die Beihilfe als Pauschalbeihilfe in jährlichen Tranchen für die ersten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der gemäß Kapitel 2 erfolgten Anerkennung als Erzeugergruppierung zu gewähren.

Die in Absatz ¹ genannte Pauschalbeihilfe beträgt 30.000 €. Sie erhöht sich entsprechend der Anzahl der beihilfefähigen Landwirte, die Mitglieder der Erzeugergruppierung sind, wie folgt:

1° vom sechsten bis zum neunzehnten Mitglied: 2.000 € pro Mitglied;

2° ab dem zwanzigsten Mitglied: 1.000 € pro Mitglied.

Ein Landwirt gilt als beihilfefähig im Sinne von Absatz ¹, wenn er:

1° am 31. Dezember des Jahres der Forderungsanmeldung nach Artikel 9 Mitglied der Erzeugergruppierung ist;

2° nicht einer anderen Erzeugergruppierung angehört, die in demselben Tätigkeitssektor tätig ist;

3° der Begriffsbestimmung eines aktiven Landwirts in diesem Sektor entspricht.

Paragraph 2. Die Höhe des Pauschalbetrages nach Absatz ¹, Absatz 2, basiert auf der abgegebenen Forderungsanmeldung gemäß Artikel 9. Sie ist jedoch auf zehn Prozent der jährlich vermarkteten Produktion der Erzeugergruppierung begrenzt.

Darüber hinaus darf der jährliche Höchstbetrag der einer Erzeugergruppierung gewährten Beihilfe gemäß Artikel 19, Absatz 8, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 nicht mehr als 100.000 EUR betragen.

Der Beihilfesatz ist über fünf Jahre degressiv und festgesetzt auf:

1° hundert Prozent der beihilfefähigen Kosten in den ersten beiden Jahren;

2° achtzig Prozent der beihilfefähigen Kosten im dritten Jahr;

3° sechzig Prozent der beihilfefähigen Kosten im vierten Jahr;

4° vierzig Prozent der beihilfefähigen Kosten im fünften Jahr.

Paragraph 3. Die Beihilfe gemäß Paragraph ¹ deckt die in Artikel 19, Absatz 5, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022 vorgesehenen förderfähigen Kosten ab.

KAPITEL IV — *Forderungsanmeldung und Auszahlung der Beihilfe*

Art. 9 - Spätestens am 30. September des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem die Kosten entstanden sind, übermittelt die gemäß Kapitel 2 anerkannte Erzeugergruppierung ihre Forderungsanmeldung.

Die in Absatz ¹ genannte Forderungsanmeldung bezieht sich auf die in Artikel 8, Absatz 3, genannten beihilfefähigen Kosten, die im vorangegangenen Kalenderjahr entstanden sind.

Darüber hinaus sind der Forderungsanmeldung nach Absatz 1^{die} folgenden Unterlagen beizufügen:

1° der Zahlungsantrag für das betreffende Jahr;

2° die Liste der Mitglieder am 31. Dezember des betreffenden Jahres;

3° die Buchhaltungsbilanz für das betreffende Jahr;

4° der Tätigkeitsbericht für das vorangegangene Jahr.

Die in Absatz 3, Ziffer 3, genannte Buchführungsbilanz ermöglicht es der Verwaltung, die Rechnungslegungspositionen im Zusammenhang mit den beihilfefähigen Kosten nach Artikel 8, Ziffer 3, einzusehen.

Bei der Berechnung der Beihilfe werden nur die innerhalb der in Absatz ¹ genannten Frist übermittelten Unterlagen berücksichtigt. Wenn die Gruppierung sie nicht innerhalb dieser Frist übermittelt, teilt ihr die Verwaltung die Entscheidung mit, die Zahlung für das betreffende Jahr zu verweigern.

Art. 10 - Paragraph 1. Die Beihilfe wird für alle anerkannten Erzeugergruppierung jährlich nach Prüfung der Bedingungen für die Gewährung ausgezahlt.

Die Verwaltung teilt der Erzeugergruppierung die Höhe der Beihilfe mit, die gezahlt wird.

Bezüglich der Ausführung der Zahlungen im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden keinerlei Verzugszinsen gefordert.

Paragraph 2. Gemäß Artikel 19, Ziffer 6, Absatz 2, der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 vom 14. Dezember 2022 erfolgt die Zahlung der letzten Rate erst nach Überprüfung der ordnungsgemäßen Umsetzung des Geschäftsplans durch die Verwaltung.

Art. 11 - Paragraph ¹. Unbeschadet des Artikels 5 wird die Beihilfe für das betreffende Jahr nicht gezahlt, wenn die Erzeugergruppierung in einem Jahr, in dem die Beihilfe gewährt wird, die Bedingungen für die Anerkennung gemäß Artikel 2 oder die in den Artikeln 6 und 7 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Stellt die Verwaltung nach der Zahlung fest, dass die in Absatz ¹ genannten Bedingungen nicht eingehalten werden, wird der für das betreffende Jahr gezahlte Betrag zurückgefordert.

Paragraph 2. Erfüllt die Gruppierung die Voraussetzungen für die Anerkennung als Erzeugerorganisation nicht oder stellt sie nach Ablauf der Fünfjahresfrist ab dem Beschluss der Gewährung der Startbeihilfe keinen Antrag auf Anerkennung als Erzeugerorganisation, werden 25 Prozent des Gesamtbetrags der Beihilfen von der Verwaltung zurückgefordert.

Der Nachweis über den Antrag auf Anerkennung als Erzeugerorganisation ist spätestens der letzten Forderungsanmeldung gemäß Artikel 9 des betreffenden Jahres beizufügen.

Die Erzeugergruppierung, die ihren Antrag auf Anerkennung als Erzeugerorganisation einreicht und vor Ablauf des in Absatz ¹ genannten Fünfjahreszeitraums als solche anerkannt wird, erhält die Beihilfe während des gesamten restlichen Fünfjahreszeitraums weiterhin jährlich.

KAPITEL V — *Unvereinbarkeit der Beihilfe*

Art. 12 - Die Beihilfe ist mit der für den Betrieb der Erzeugergruppierung gewährten öffentlichen Beihilfe unvereinbar.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 über die Gewährung der Startbeihilfe für Erzeugergruppierungen und -organisationen im Agrarsektor wird aufgehoben;

Er gilt jedoch weiterhin für Erzeugergruppierungen und -organisationen, die vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses anerkannt wurden.

Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203863]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17, D.195, § 1, D.196 en D.197;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector;

Gelet op het verslag van 10 april 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2024;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 18 april 2024;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 19 april 2024;

Gelet op het advies 76.202/4 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de toekenning van de steun ter aanmoediging van de opstart voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector een vrijgestelde Staatssteun vormt met toepassing van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 21 december 2022, en in het bijzonder met toepassing van hoofdstuk 1 en artikel 19.

Op voorstel van de minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waals Landbouwwetboek;

2° actieve landbouwer: de actieve landbouwer in de zin van Hoofdstuk 5 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

3° onderneming in moeilijkheden: de onderneming in moeilijkheden in de zin van artikel 2, 59° van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022;

4° producentengroepering: de producentengroepering in de zin van artikel 2, 46° van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022;

5° Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022: de Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022 van de Commissie waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de producentengroeperingen*

Art. 2. De minister erkent de producentengroepering:

1° die een erkenning aanvraagt in overeenstemming met artikel 3;

2° die actief is in een van de sectoren zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, met uitzondering van de tabakssector;

3° waarvan de meerderheid van haar producenten en haar afgezette productie zich bevindt in haar activiteitsgebied;

4° die bestaat uit minstens vijf landbouwers die actief zijn in de bedoelde sector;

5° die een micro-, kleine of middelgrote onderneming is zoals bedoeld in artikel 1, 1°, a), van de Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022;

6° die een boekhouding heeft of zich daartoe verbindt vanaf het jaar van erkenning van de producentengroepering.

Art. 3. § 1. Het verzoek om erkenning wordt uiterlijk op 31 augustus van het lopende jaar aan de administratie gericht. Het vermeldt het ondernemingsnummer van de producentengroepering en gaat vergezeld van:

1° de bijgewerkte lijst van de leden van de groepering;

2° de statuten van de groepering met vermelding van:

a) de voornaamste doelstellingen van de producentengroepering;

b) de aard en de vormen van acties en controle die de producentengroepering ten behoeve van haar leden uitvoert;

c) de verdeling van het kapitaal, als dat er is, en van de stemrechten onder de verschillende leden van de producentengroepering of -organisatie;

3° het huishoudelijk reglement;

4° een businessplan met minstens:

a) een presentatie van de inhoud van het ondernemingsidee;

b) een financieel plan met een raming van de kosten voor de uitwerking van het ondernemingsidee, met een minimale raming van de kosten, met een verantwoording per beoogde doelstelling;

c) prognoses met betrekking tot de verwachte groei, uitgedrukt in ledenaantal en omzet van de producentengroepering;

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, a), biedt de presentatie een nauwkeurige beschrijving van de beoogde doelstellingen en het voorlopige tijdschema per doelstelling voor de volgende vijf jaar.

De producentengroepering brengt de administratie op de hoogte van alle wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde elementen, en dit binnen twee maanden na hun inwerkingtreding.

§ 2. De administratie stelt de producentengroepering in kennis van de ontvankelijkheid van de in § 1 bedoelde erkenningsaanvraag.

Voor de toepassing van het eerste lid is de erkenningsaanvraag ontvankelijk als ze alle in § 1, eerste lid bedoelde elementen bevat.

Art. 4. § 1. De minister kent de erkenning als producentengroepering toe na verificatie van de in artikel 2 vastgestelde voorwaarden.

Het besluit tot erkenning van de producentengroepering wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en heeft uitwerking op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar van de erkenningsaanvraag.

§ 2. Indien de minister van oordeel is dat er redenen zijn om de erkenning niet te verlenen, deelt hij deze redenen mee aan de betrokken producentengroepering.

De producentengroepering dient haar opmerkingen in binnen dertig dagen na de kennisgeving van de in het eerste lid bedoelde beslissing, op straffe van weigering van de erkenning.

Na onderzoek van de binnen de vastgestelde termijn neergelegde opmerkingen deelt de minister zijn beslissing mee aan de producentengroepering.

Art. 5. De minister kan de erkenning van de producentengroepering intrekken indien:

1° de in artikel 2 bedoelde voorwaarden niet langer worden nageleefd;

2° de producentengroepering weigert om binnen de vastgestelde termijn de nodige inlichtingen of bewijsstukken te verstrekken aan de administratie;

3° de controles op de in artikel 2 bedoelde voorwaarden worden belemmerd of verhinderd door de producentengroepering.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de indiening van de steunaanvraag en de toekenning van de opstartsteun*

Art. 6. De producentengroepering die krachtens hoofdstuk 2 is erkend, dient uiterlijk op 31 januari van het jaar van haar erkenning een aanvraag voor opstartsteun in bij de administratie.

De steunaanvraag wordt ondertekend door een gemachtigde of door de persoon die bevoegd is om de producentengroepering te vertegenwoordigen en bevat minstens:

1° de naam van de producentengroepering;

2° de vermoedelijke locatie van het project of van de activiteit die wordt beoogd door de producentengroepering;

3° het type en het bedrag van de overheidsfinanciering die nodig is voor het project, zoals vastgelegd in het businessplan.

De producentengroepering brengt de administratie op de hoogte van alle wijzigingen van de in het tweede lid bedoelde elementen, en dit binnen twee maanden na hun inwerkingtreding.

Art. 7. De opstartsteun voor de producentengroeperingen die krachtens hoofdstuk 2 zijn erkend in de landbouwsector, wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

Om de in het eerste lid bedoelde steun te ontvangen, wordt van producentengroepering die is erkend krachtens hoofdstuk 2, vereist dat ze:

1° een van de in artikel 2, 46° van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022 opgesomde doelstellingen nastreeft;

2° zich ertoe verbindt om, voor het einde van de periode van vijf jaar waarop het businessplan betrekking heeft, een erkenningsaanvraag in te dienen in overeenstemming met de volgende besluiten:

a) het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de sector groenten en fruit en betreffende operationele programma's;

b) het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

c) het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties.

Art. 8. § 1. In overeenstemming met artikel 19, § 6, van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022 wordt de steun verleend in de vorm van een forfaitair bedrag dat jaarlijks wordt uitbetaald gedurende vijf opeenvolgende jaren vanaf de datum van erkenning van de producentengroepering zoals vastgesteld in overeenstemming met hoofdstuk 2.

Het in het eerste lid bedoelde forfaitaire bedrag is € 30.000. Het wordt verhoogd op basis van het aantal in aanmerking komende landbouwers die lid zijn van de producentengroepering, en wel als volgt:

1° van het zesde tot het negentiende lid: € 2.000 per lid;

2° vanaf het twintigste lid: € 1.000 per lid.

Om als 'in aanmerking komend' te worden beschouwd in de zin van het eerste lid,

1° is de landbouwer op 31 december van het jaar van de in artikel 9 bedoelde schuldvordering lid van de producentengroepering;

2° behoort de landbouwer niet tot een andere producentengroepering die actief is in dezelfde activiteitensector;

3° beantwoordt de landbouwer aan de definitie van actieve landbouwer in de beoogde sector.

§ 2. Het in § 1, tweede lid, beoogde bedrag is gebaseerd op de schuldvordering die wordt verstrekt in overeenstemming met artikel 9. Het is wel beperkt tot tien procent van de jaarlijkse in de handel gebrachte productie van de producentengroepering.

Bovendien mag het jaarlijkse maximale bedrag van de steun die wordt toegekend aan een producentengroepering niet hoger zijn dan € 100.000, in overeenstemming met artikel 19, § 8, van Verordening (EU) nr. 2022/2472.

De steun is degressief over vijf jaar en wordt vastgesteld op:

1° tien procent van de in aanmerking komende kosten tijdens de eerste twee jaar;

2° tachtig procent van de in aanmerking komende kosten tijdens het derde jaar;

3° zestig procent van de in aanmerking komende kosten tijdens het vierde jaar;

4° veertig procent van de in aanmerking komende kosten tijdens het vijfde jaar.

§ 3. De in § 1 beoogde steun dekt de in aanmerking komende kosten zoals vastgelegd in artikel 19, § 5, van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022.

HOOFDSTUK IV. — *Schuldvordering en uitbetaling van de steun*

Art. 9. De producentengroepering die is erkend krachtens hoofdstuk 2, dient uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin de kosten zijn gemaakt, haar schuldvordering in.

De in het eerste lid bedoelde schuldvordering heeft betrekking op de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 8, § 3, die gemaakt zijn in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

Bovendien gaat de in het eerste lid bedoelde schuldvordering vergezeld van de volgende bewijsstukken:

1° het betalingsverzoek van het betrokken jaar;

2° de ledenlijst op 31 december van het betrokken jaar;

3° de boekhoudkundige balans van het betrokken jaar;

4° het activiteitenverslag van het betrokken jaar.

De in het derde lid, 3°, bedoelde balans biedt de administratie de mogelijkheid om de boekhoudkundige posten met betrekking tot de in aanmerking komende kosten, bedoeld in artikel 8, § 3, te raadplegen.

Voor de berekening van de steun wordt enkel rekening gehouden met de documenten die binnen de in het eerste lid beoogde termijn zijn doorgegeven. Als de groepering ze niet binnen die termijn doorgeeft, stelt de administratie haar in kennis van een beslissing tot weigering van de betaling voor het betrokken jaar.

Art. 10. § 1. De steun wordt jaarlijks betaald voor alle erkende producentengroeperingen na controle van de toekenningsvoorwaarden.

De administratie stelt de producentengroepering in kennis van het uitbetaalde bedrag.

Er worden geen verwijlinteressen gevorderd met betrekking tot de uitvoering van de betalingen in het kader van dit besluit.

§ 2. In overeenstemming met artikel 19, § 6, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 2022/2472 van 14 december 2022 wordt de laatste tranche pas betaald na verificatie door de administratie van de correcte uitvoering van het businessplan.

Art. 11. § 1. Onverminderd artikel 5 wordt, wanneer de producentengroepering in een jaar van toepassing van de steun niet langer aan de in artikel 2 vastgestelde erkenningsvoorwaarden of aan de in de artikelen 6 en 7 vastgestelde voorwaarden voldoet, de steun voor het betrokken jaar niet uitbetaald.

Als de administratie na de betaling vaststelt dat niet aan de voorwaarden van het eerste lid is voldaan, wordt het voor het betrokken jaar betaalde bedrag teruggevorderd.

§ 2. Indien de groepering niet voldoet aan de voorwaarden voor erkenning als producentenorganisatie of indien zij niet binnen vijf jaar na het besluit tot toekenning van de opstartsteun een aanvraag tot erkenning als producentenorganisatie indient, wordt vijftienvijftig procent van het totale bedrag van de steun teruggevorderd door de administratie.

Het bewijs van de aanvraag tot erkenning als producentenorganisatie wordt uiterlijk bij de laatste in artikel 9 bedoelde schuldvordering van het betrokken jaar gevoegd.

Een producentengroepering die vóór het einde van de in het eerste lid bedoelde periode van vijf jaar haar aanvraag tot erkenning als producentenorganisatie indient en als zodanig wordt erkend, blijft gedurende de rest van de periode van vijf jaar jaarlijks steun ontvangen.

HOOFDSTUK V. — *Onverenigbaarheid van de steun*

Art. 12. De steun is onverenigbaar met de overheidssteun voor de oprichting van de producentengroepering.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector wordt opgeheven.

Het blijft wel van toepassing voor de producentengroeperingen en -organisaties die zijn erkend voorafgaand aan de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 14. De minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:
De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/007240]

2 MEI 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. — Erratum

De volgende tekst annuleert en vervangt de publicatie 2024/004573, verschenen in het Belgische Staatsblad van 10 juni 2024, pagina 71991.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in het bijzonder artikel 20;

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016, in het bijzonder artikelen 2, 18 en 18bis, op basis waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering jaarlijks het besluit houdende de prijzen voor het vervoer van reizigers neemt;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007 tot vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023 houdende de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van het stads- en streekvervoer van het Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 maart 2008 tot vaststelling van bijzondere bepalingen met betrekking tot de administratieve boetes voor inbreuken op de exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gelijkkansentest zoals bedoeld in artikel 2, § 1 en § 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest en in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest, uitgevoerd op 16 januari 2019;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie van 18 september 2023;

Gelet op de beslissing van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 8 september 2023, die naar het advies n° 65/2023 van 24 maart 2023 verwijst;

Gelet op het advies nr. 75.075/4 van de Raad van State, gegeven op 3 januari 2024 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e alinea, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister bevoegd voor Mobiliteit,
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt begrepen:

1° Maatschappij: De Maatschappij voor Intercommunale Vervoer te Brussel opgericht bij ordonnantie van 22 november 1990;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/007240]

2 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale. — Erratum

Le texte suivant annule et remplace la publication 2024/004573, publiée dans le *Moniteur belge* du 10 juin 2024, page 71991.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20 ;

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée par l'ordonnance du 20 juillet 2016, notamment les articles 2, 18 et 18bis, sur base de laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend chaque année l'arrêté fixant les prix du transport des voyageurs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 portant les prix du transport des voyageurs sur le réseau des transports urbains et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mars 2008 fixant des conditions particulières relatives aux amendes administratives pour des infractions aux conditions d'exploitation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le test d'égalité des chances, au sens de l'article 2, § 1 et § 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test d'égalité des chances, réalisé le 16 janvier 2019 ;

Vu l'avis de la Commission Régionale de la Mobilité du 18 septembre 2023 ;

Vu la décision de l'Autorité de protection des données du 8 septembre 2023, qui renvoie à l'avis n° 65/2023 donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis n° 75.075/4 du Conseil d'Etat donné le 3 janvier 2024 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre chargée de la Mobilité,
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° Société : La Société des Transports intercommunaux de Bruxelles créée par l'ordonnance du 22 novembre 1990 ;